

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Relais Assistants Maternels (RAM) - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Département de l'Hérault - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais Assistants Maternels (RAM) qui regroupent près de 800 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2100 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles.

Le financement du fonctionnement des RAM ainsi que celui du poste d'animatrice de chaque relais sont assumés à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- par le Conseil Départemental à hauteur de 25% des salaires et charges sociales de l'animatrice ;
- par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- par la Ville pour le solde.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler les six conventions relatives au fonctionnement des Relais Assistants Maternels suivants :

- **RAM « Aiguelongue »**, situé 2 rue des Tourterelles et dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des 4 Seigneurs.
- **RAM « Antigone 1 » et RAM « Antigone 2 »**, situés 438 boulevard d'Antigone et dont les secteurs géographiques d'intervention concernent, pour le RAM « Antigone 1 », les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane et, pour le RAM « Antigone 2 », les quartiers Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy.
- **RAM « Croix d'Argent »**, situé 635 rue Jacques Bounin et dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup.
- **RAM « Mosson »**, situé 123 rue de Lausanne et dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromédecine et Mosson.
- **RAM « Odysseum »**, situé 280 boulevard Pénélope et dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont.
- **RAM « Saint Clément »**, situé 311 avenue St Clément et dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et la Martelle.

Ces conventions sont conclues pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement des conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, la CAF et les RAM ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention RAM Aiguelongue
- convention Antigone
- convention RAM Croix d'Argent
- convention RAM Mosson
- convention RAM St Clément
- convention RAM Odysseum

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-149318-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.